POUR NOS SALAIRES ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL...

TOUS ET TOUTES, GAGNONS LA GRÈVE DU 29 SEPTEMBRE

Manifestation : 10H30, Bourse du Travail de St-Etienne

Le 8 juillet dernier, le ministre des Comptes publics a exclu toute revalorisation du point d'indice. Toutes les organisations syndicales de la Fonction publique ont alors quitté la réunion et appellent à une journée de grève et de manifestations le mardi 29 septembre. Les projets de budget 2027 annoncent une nouvelle cure d'austérité pour les Services publics. Ainsi, le gouvernement poursuit leur casse tout en allongeant et favorisant le budget militaire... Des choix politiques inacceptables.

Dans l'Éducation nationale, au mépris salarial, s'ajoutent un budget rétréci, des classes surchargées, des locaux inadaptés au changement climatique, une sécurité informatique plus que précaire ou encore un plan de licenciement massif de contractuel·les. Toutes les raisons de se mobiliser pour exiger une revalorisation salariale et des moyens pour le Service public d'Éducation.

SALAIRES, NOS RÉMUNÉRATIONS DÉVISSENT...

Le point d'indice (la base de nos rémunérations) n'étant plus indexé sur l'inflation, il a perdu 32,1 % de sa valeur depuis 2000 et 15,62 % depuis 2017.

Depuis 2023, la perte moyenne est de 112 €/mois en catégorie C, 142 € en cat. B et 216 € en cat. A. Résultat : 862 000 agent·es, dont de nombreux personnels précaires de l'Éducation (AESH, AEd, catégorie C...), doivent toucher une indemnité différentielle pour atteindre le SMIC.

Cette politique est parfaitement assumée par les différents gouvernements, sur le dos de l'austérité et de la diminution de la dette publique. **Pourtant l'argent existe** : 211 milliards d'€ sont versés chaque année aux entreprises sans aucune contrepartie.

3000€/MOIS ? LE MINISTÈRE SE MOQUE DE NOUS...

La DEPP a communiqué cet été sur le salaire moyen des enseignant·es qui serait de 3 090 € net/mois en moyenne. **Le calcul est biaisé** car il englobe toutes les primes et indemnités, inégalitaires et non retenues pour le calcul des retraites... Méthode contestable d'autant plus qu'elle change chaque année pour profiter à l'affichage ministériel... et qui exclut les contractuel·les (2 130 € en moyenne, elles·eux aussi payé·es en points d'indice) tout en masquant le décrochage du début de carrière.

RAPPEL **Un·e stagiaire touchait plus de deux fois le SMIC dans les années 1980 et à peine le SMIC aujourd'hui.** Les enseignant·es gagnent toujours 900 € de moins par mois que les autres cat. A. Ce chiffre de communication ne change rien à nos fins de mois.

#jevotecgteduc2026

POUR NOS SALAIRES ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL...

TOUS ET TOUTES, GAGNONS LA GRÈVE DU 29 SEPTEMBRE

UN MANQUE PERMANENT ET RÉCURRENT DE MOYENS...

UNE ÉCOLE ORGANISÉE DANS LA PÉNURIE

3256 postes d'enseignement supprimés en cette rentrée et qui s'ajoutent aux précédentes suppressions alors que les effectifs d'élèves ont augmenté depuis 2017. **La « déprise démographique » est le prétexte récurrent pour les gouvernements pour supprimer des postes** alors que le manque de personnels est à déplorer tous les ans. **La baisse démographique doit permettre de diminuer les effectifs/classe** et non de faire des économies.

Classes sans enseignant·e, contractuel·les précarisé·es puis licencié·es, AEd et AESH en nombre insuffisant : c'est toujours « faire plus avec moins ». Cette pénurie de personnels touchent indifféremment les services administratifs, techniques, sociaux et de santé... **Une politique d'austérité aveugle qui pénalise tout le système**.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL TOUJOURS PLUS DÉGRADÉES

Locaux surchauffés l'été, mal isolés l'hiver, jamais rénovés « faute de budget », mais surtout de volonté politique...

Et depuis cet été, **l'insécurité numérique** s'ajoute à la liste : la cyberattaque du groupe ZeroBytes a exfiltré 43 Go de données et bloqué SIECLE, I-Prof, Onde dans plusieurs académies à quelques jours de la rentrée. L'institution numérise à marche forcée, mais reste incapable de protéger nos données et celles des élèves. Et ce n'est pas à eux·elles d'en subir les conséquences. **Quand on pense avoir touché le fond niveau conditions de travail, le ministère creuse encore... contre nous !**

SALAIRES EN BERNE, MANQUE DE PERSONNEL, BÂTIMENTS INADAPTÉS, OUTILS NUMÉRIQUES QUI LÂCHENT... UNE SEULE ET MÊME POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ FRAPPE L'ÉCOLE ET CELLES ET CEUX QUI LA FONT VIVRE.

- L'AUGMENTATION IMMÉDIATE DU POINT D'INDICE D'AU MOINS 10 %, INDEXÉ SUR L'INFLATION
- 400 € IMMÉDIATEMENT POUR TOU·TES, UNE GRILLE DÉBUTANT À DEUX FOIS LE SMIC BRUT
- UN PLAN DE RATTRAPAGE DES PERTES SALARIALES DEPUIS 2000
- UNE VRAIE REVALORISATION DES GRILLES INDICIAIRES, SANS PASSER PAR LES PRIMES NI LES HEURES SUP
- GAGNER L'ÉGALITÉ SALARIALE FEMME/HOMME
- UN BUDGET À LA HAUTEUR : ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES, CRÉATIONS DE POSTES D'ENSEIGNANT·ES, CPE, AED, AESH
- DES LOCAUX RÉNOVÉS ET ADAPTÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE
- UNE VRAIE SÉCURISATION DES DONNÉES NUMÉRIQUES DE L'ÉDUCATION NATIONALE
- LA TITULARISATION DE TOU·TES LES CONTRACTUEL·LES SANS CONDITION DE CONCOURS OU NATIONALITÉ
- LE RETOUR DE LA RETRAITE À 60 ANS

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION LE MARDI 29 SEPTEMBRE

IMPOSONS UNE AUTRE POLITIQUE POUR LES SALAIRES ET POUR L'ÉCOLE

CGT Éduc'action

263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL

www.cgteduc.fr

0155827655 unsen@cgteduc.fr

@CGTEducactionofficiel

@cgt_educ

@cgteducaction